

Greffé
du Tribunal de Commerce de
EVREUX
PALAIS DE JUSTICE
4bis RUE DE VERDUN BP 382
27003 EVREUX CEDEX
MINITEL : 08.36.29.11.11.

**CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

Concernant :

S.A.R.L. A LA BRIOCHE CHAUDE
1 rue Charles Corbeau
27000 EVREUX

Dépôt effectué par :

S.A.R.L. Cabinet BLOIS
16 rue du Docteur Guindey
27000 EVREUX

Numéro RCS : EVREUX B 309 954 311

<6918/1977B00054>

Pièces déposées le 19/07/2004

Numéro : 2402184

Acte sous seing privé du 31/03/2003

- Cession de parts (ou Donation)
ENTRE MONSIEUR Marcel GESNOUIN "CEDANT" D'UNE
PART ET MADAME Patricia JUNG EPOUSE AUZOU "CES-
SIONNAIRE" D'AUTRE PART

Procès-verbal d'Assemblée du 31/03/2003

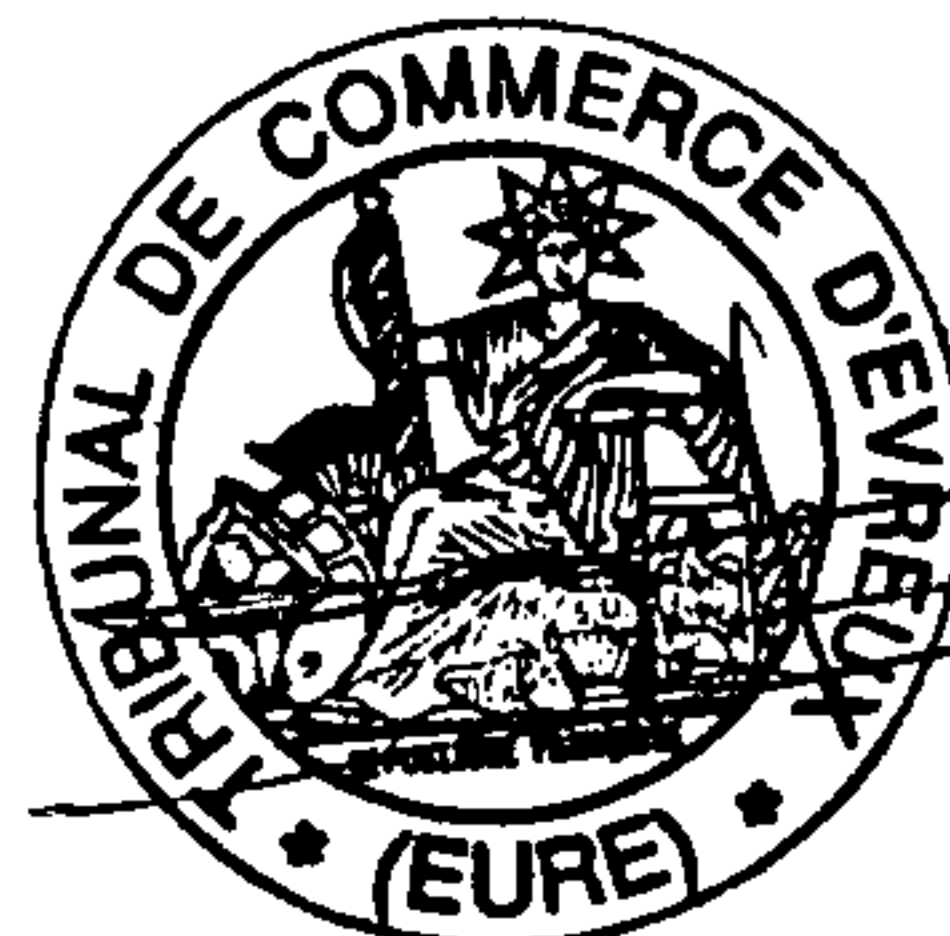
- Modification(s) statutaire(s)

Statuts mis à jour du 31/03/2003

BORDEREAU DE FRAIS

Exonéré Taxe	5,90 EUR	38,70 FRF
Soumis à Tva	6,05 EUR	39,69 FRF
Montant Tva	1,19 EUR	7,81 FRF
TOTAL T.T.C.	13,14 EUR	86,19 FRF

L'un des Greffiers associés



CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

- Marcel GESNOUIN,
né le 14 octobre 1914 à TROUVILLE (Calvados)
de nationalité française
demeurant à BOIS GUILLAUME (Seine Maritime) 1 Résidence de la Forêt , Rue de la Forêt Verte,

ci-après dénommé, le "CEDANT",
d'une part,

Et :

- Patricia JUNG épouse AUZOU,
née le 6 février 1948 à SAINT DENIS (Seine Saint Denis)
de nationalité française
demeurant à AVIRON (Eure) 12 rue Les Essertes,

ci-après dénommée, le "CESSIONNAIRE"
d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Aux termes de statuts en date à EVREUX du 30 mars 1977, enregistrés à EVREUX le 1er avril 1977 bordereau 207 Case 11, ainsi que de divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée dénommée A LA BRIOCHE CHAUDE au capital de 7 622.45 euros, divisé en 500 parts sociales, dont le siège est à EVREUX (Eure) 1 rue Charles Corbeau, immatriculée au R.C.S. d'Evreux sous le n° 309 954 311, et qui a pour objet :

L'exploitation sous toutes se formes de tous fonds ou maisons de commerce ou industries de pâtisserie, confiserie, glaces, salon de thé, achat et vente de chocolats, cadeaux.

CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Marcel GESNOUIN, cédant, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, au cessionnaire, Madame Patricia AUZOU, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de vingt-cinq (25) parts sociales, lui appartenant de la société A LA BRIOCHE CHAUDE.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le CESSIONNAIRE sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, il aura, seul, droit à tous les bénéfices qui seront mis en distribution sur ces parts, après cette date.

BA M Gy

CONDITIONS GENERALES

Le CESSIONNAIRE sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par la gérance,
- un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées, ayant moins de trois mois de date à ce jour.

PRIX - MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 15.24 euros par part, soit au total trois cent quatre-vingt-un (381) euros pour les vingt-cinq (25) parts cédées, laquelle somme a été payée comptant, séance tenante, par le cessionnaire, Madame Patricia AUZOU, au cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance,

DONT QUITTANCE,

AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 9 des statuts, la procédure d'agrément du cessionnaire, Madame Patricia AUZOU, par les autres associés n'est pas nécessaire dans le cadre de la présente cession.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts présentement cédées constituent un bien propre de Monsieur Marcel GESNOUIN, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société.

DECLARATIONS GENERALES

1° Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
- et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2° Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du code général des impôts,
- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

P.A. m ly

En conséquence, les droits de cession sur les droits sociaux, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession qui doit intervenir dans le mois des présentes, sont dus au taux de 4,80 % calculés sur le prix de cession (ou sur la valeur réelle si celle-ci est supérieure) diminué d'un abattement de 23 000 euros ramené au pourcentage du nombre de parts cédées dans le capital social.

FRAIS

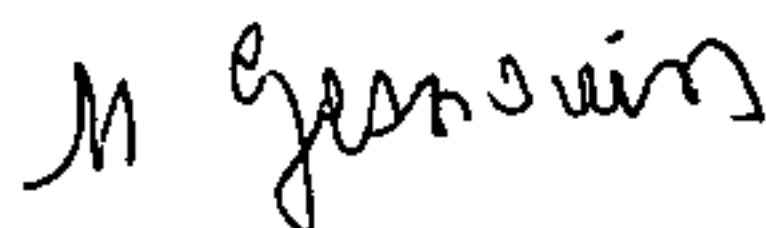
Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le CESSIONNAIRE, qui s'y oblige.

Fait à l'adresse du siège social de la société A LA BRIOCHE CHAUDE,
le trente et un mars deux mille trois,

en autant d'exemplaires que de parties, outre deux exemplaires destinés au greffe du tribunal de commerce et un au service de l'enregistrement.

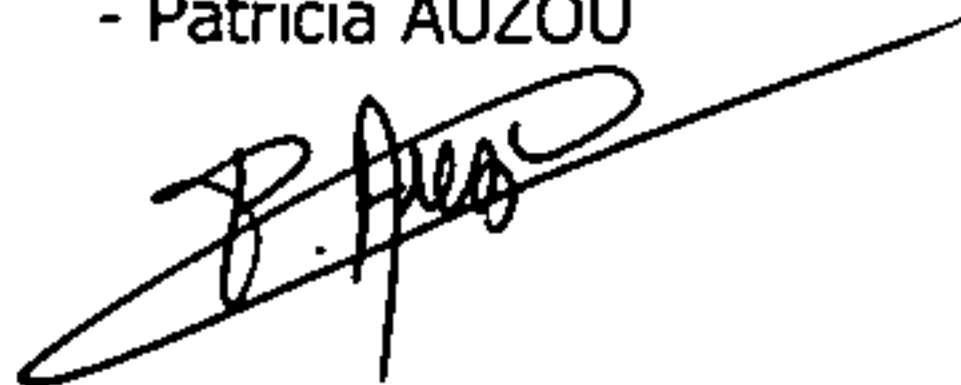
Le "CEDANT"

- Marcel GESNOUIN



Le "CESSIONNAIRE"

- Patricia AUZOU



Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DES IMPOTS
D'EVREUX-NORD

Le 07/07/2004 Bordereau n°2004/413 Case n°1

Ext 1405

Enregistrement	: 15 €	Pénalités	: 4 €
Timbre	: 45 €	Pénalités	: 7 €
Total liquidé	: soixante et onze euros		
Montant reçu	: soixante et onze euros		
Le Contrôleur			

A LA BRIOCHE CHAUDE

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS

SIEGE SOCIAL : 1 RUE CHARLES CORBEAU

27000 EVREUX (EURE)

RCS EVREUX B 309 954 311

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE **EN DATE DU 31 MARS 2003**

L'an deux mille trois,

et le trente et un mars, à onze heures ,

les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

- | | |
|--|-----------|
| - Monsieur Jean-Marie AUZOU, propriétaire de | 475 parts |
| - Madame Patricia AUZOU, propriétaire de | 25 parts |

soit un total de	500 parts
------------------------	-----------

sur les cinq cents (500) parts composant le capital social.

Monsieur Jean-Marie AUZOU préside la séance en sa qualité de gérant associé.

Il constate, en conséquence, que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise des trois quarts au moins des parts sociales.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport de la gérance,
- la feuille de présence,
- le texte des résolutions proposées au vote de l'assemblée.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été mises à la disposition des associés plus de quinze jours avant la date de la présente assemblée et que ces derniers ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions à la gérance, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis Monsieur le président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Modification statutaire consécutive à des cessions de parts sociales,
- Pouvoirs pour formalités.

Monsieur le président donne ensuite lecture du rapport de la gérance.

Enfin il déclare la discussion ouverte.

Après échange de vues, personne ne demandant plus la parole, il met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RESOLUTION

Après avoir pris connaissance d'un acte de cession de parts intervenu entre :

- Monsieur Marcel GESNOUIN

et :

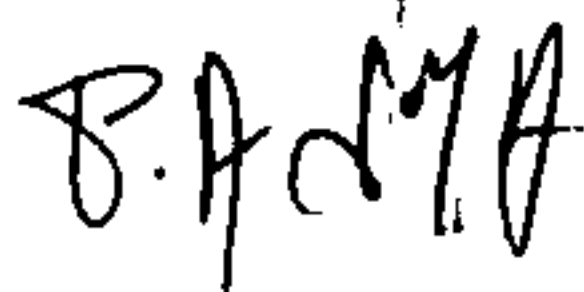
- Madame Patricia AUZOU,

en date du 31 mars 2003, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

"Article 7 – Capital social"

"Le capital social est fixé à la somme de 7 622.45 euros.

"Il est divisé en cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :



"- Monsieur Jean-Marie AUZOU,	
" à concurrence de quatre cent soixante-quinze parts, ci.....	475 parts
"- Madame Patricia AUZOU,	
" à concurrence de vingt-cinq parts, ci.....	25 parts
"Total égal au nombre de parts composant le capital social,	
"soit cinq cents parts, ci	500 parts

Le reste de l'article est sans changement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

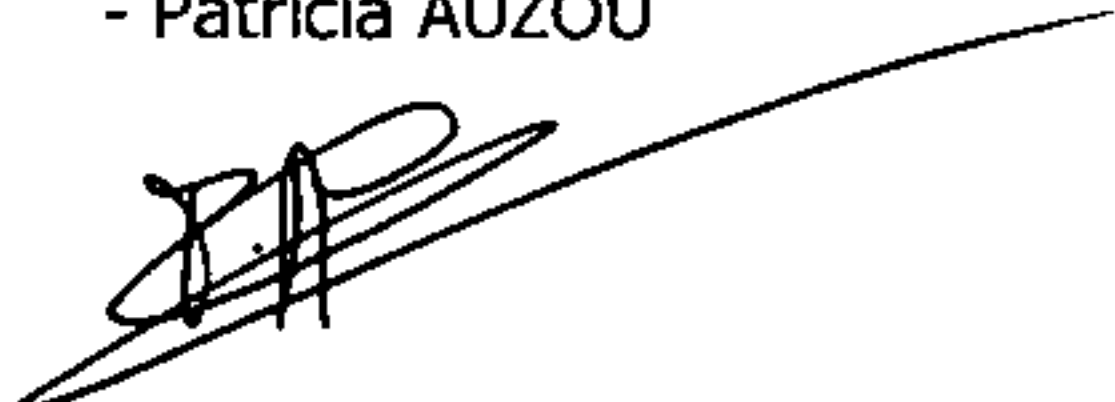
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par la gérance et les associés ou leurs mandataires.

- Jean-Marie AUZOU



- Patricia AUZOU



A LA BRIOCHE CHAUDE

Société à responsabilité limitée au capital de 7 622.45 euros

Siège social : 1, rue Charles Corbeau

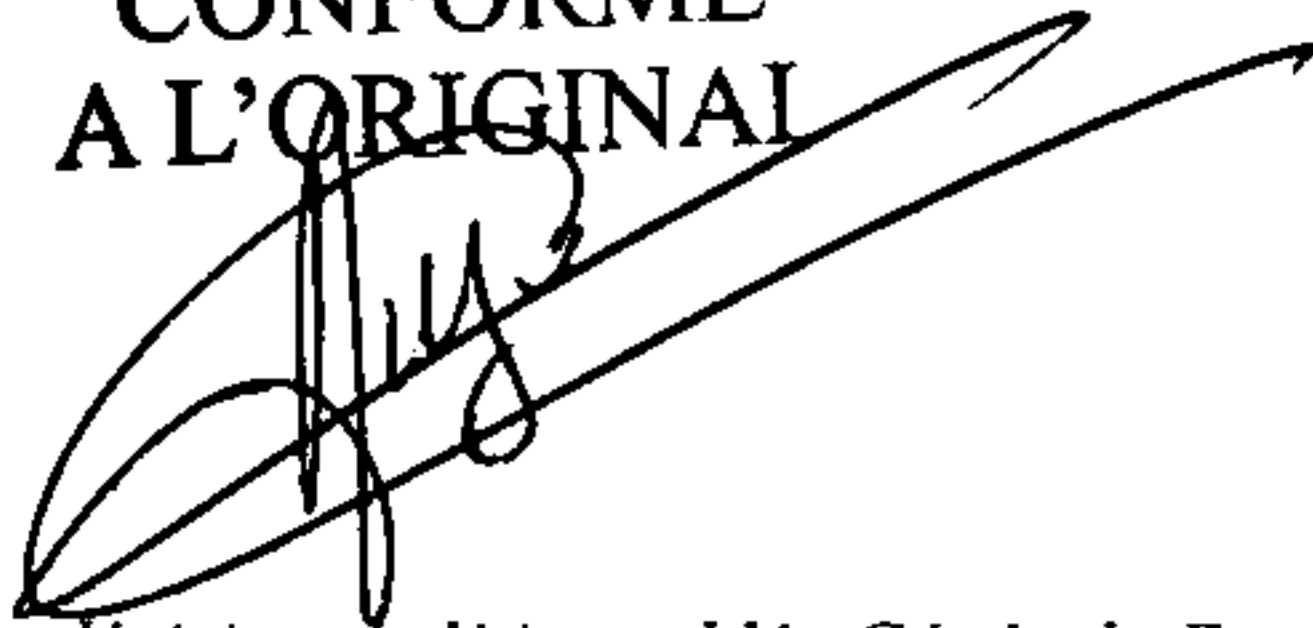
EVREUX (Eure)

R.C.S. EVREUX B 309 954 311

*** * * * ***

STATUTS

**COPIE CERTIFIEE
CONFORME
A L'ORIGINAL**

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the text 'A L'ORIGINAL'.

*Modifiés suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire
en date du 31 Mars 2003*

"A LA BRIOCHE CHAUDE"

Société à responsabilité limitée

Au capital de 7 622.45 euros

Siège social : 1, rue Charles Corbeau

27000 EVREUX (Eure)

R.C.S. EVREUX B 309 954 311

STATUTS

Article 1er - FORME

Il est formé entre les soussignés, une Société A Responsabilité Limitée qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, l'exploitation sous toutes ses formes de tous fonds ou maisons de commerce ou industries de PATISSERIE-CONFISERIE-GLACES-SALON DE THE.

La création, l'acquisition, l'exploitation, la prise en location ou gérance, la mise en location ou gérance de tous fonds de commerce, terrains, locaux, immeubles et matériel nécessaires à la réalisation de l'objet social, l'obtention ou l'achat de tous brevets ou marques.

La participation de la Société par voie d'apports, achat ou souscription de titres, parts d'intérêts ou droits so-

ciaux, fusion, Société en participation ou autrement, dans toutes Sociétés ou entreprises dont l'activité peut se rapprocher de l'objet social.

Et, généralement toutes opérations industrielles ou commerciales, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes ou pouvant contribuer au développement de la Société.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale :

" A LA BRIOCHE CHAUDE "

Dans tous actes, papiers et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots : " Société A Responsabilité Limitée " ou des initiales " S.A.R.L. " de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'inscription au Registre du Commerce.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à EVREUX (Eure) Rue Charles Corbeau, Numéro : UN.

Il pourra être transféré en tout autre endroit par décision collective des Associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à QUATRE VINGT DIX ANNEES, à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce.

Article 6 - APPORTS

Il a été apporté au capital de la société :

- lors de sa constitution, en date du 30 mars 1977 par les associés les sommes en numéraires savoir :

-Monsieur Jean-Marie AUZOU, Dix neuf mille francs

-Monsieur Marcel GESNOUIN, Mille francs

TOTAL

20 000 F

- lors de l'augmentation de capital en date du 6 Février 1989 la somme de..... par incorporation de réserves,	30 000 F
---	----------

Total composant le capital social.....	50 000 F =====
--	-------------------

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de 7 622.45 euros.

Il est divisé en 500 parts sociales, numérotées de 1 à 500, intégralement libérées, et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, savoir :

- Jean-Marie AUZOU	pour	475 parts
- Patricia AUZOU	pour	25 parts

Total égal au nombre de parts composant Le capital social, soit	500 parts =====
--	--------------------

Article 8 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé dans la Société résultent des présents statuts et des actes modificatifs ultérieurs ainsi que des cessions de parts régulièrement consenties, publiées et signifiées.

Chaque associé peut se faire délivrer à ses frais, des copies ou extraits des statuts et des actes modificatifs.

27/11

Article 9 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES ENTRE VIFS

a) Les parts sociales ne peuvent être cédées que par acte sous seing privé ou notarié.

La cession n'est opposable à la Société qu'après avoir été signifiée à la Société ou acceptée par elle dans un acte notarié conformément à l'Article 1.690 du Code Civil, et aux tiers qu'après cette formalité et avoir été publiée au Registre du Commerce.

b) Les parts sociales sont librement cessibles entre les Associés et leurs conjoints, à titre onéreux ou gratuit. La cession des parts à titre onéreux ou gratuit au profit d'un ascendant ou descendant d'un associé, à moins que le bénéficiaire ne soit déjà lui-même associé, est assimilée à la cession au profit d'un tiers et obéit aux conditions du paragraphe " C " ci-après.

c) Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société, qu'avec le consentement de la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des Associés par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de TROIS Mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les Associés sont tenus, dans le délai de TROIS Mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixe, soit par accord amiable, soit par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des Cours et Tribunaux, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles par ordonnance du Président du Tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible ainsi qu'il est prévu à l'Article 1.868, alinéa 5 du Code Civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête sans que cette prolongation puisse excéder SIX Mois.

Les parts rachetées sont réparties par la gérance entre les Associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux et dans la limite de leur demande.

La Société peut également avec le consentement de l'Associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder DEUX ANS, peut sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale. Le cas échéant, les dispositions de l'Article 35 de la loi du 24 Juillet 1966, relatives à la réduction du capital social, seront suivies.

17/11

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des résolutions prévues ci-dessus (acquisition des parts par les Associés ou rachat par la Société) n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois l'Associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans, ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

Dans le cas d'achat des parts par les Associés ou un tiers, le prix d'achat est payé comptant à la signature des actes à moins que le vendeur ne consente des délais de paiement.

Dans le cas de rachat par la Société, le prix en est payé comptant sous réserve de l'application de l'alinéa 4 du présent paragraphe.

Article 10 - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION DE COMMUNAUTE.

a) Transmission en suite de décès : en cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les ayants-droit ou héritiers de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des Associés représentant les trois-quarts du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants-droit et conjoint, doivent justifier de leur qualité, dans les TROIS Mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout Notaire, la délivrance d'extraits ou d'expédition de tous actes établissant ladite qualité.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des Associés survivants, une lettre recommandée avec avis de réception lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants-droit ou conjoint de l'associé décédé et le nombre de parts elle consulte en même temps, les Associés dans les conditions fixées par l'Article 23 des présents statuts, afin que ceux-ci se prononcent sur l'agrément de ces héritiers, ayants-droit et conjoint survivant.

L'indivision peut participer au vote sur l'agrément par son représentant désigné, ainsi qu'il est dit à l'Article 12 des présents statuts, mais elle n'est comptée que pour une tête dans le calcul de la majorité par tête.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de TROIS Mois, à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires, le consentement à la transmission des parts aux héritiers, ayants-droit ou conjoint survivant est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la transmission, les Associés sont tenus, dans les TROIS Mois, à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts dont l'attribution

n'a pas été agréée ou éventuellement de les faire racheter par la Société.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour ce rachat, ou ces achats, comme pour la fixation et le règlement du prix, il est procédé à l'égard de l'indivision comme il est procédé en cas de cession de parts à l'égard de l'associé cédant, ainsi qu'il est dit à l'article 9 ci-dessus.

Si à l'expiration du délai de TROIS Mois ou du délai supplémentaire éventuellement accordé, par justice pour réaliser l'achat ou le rachat des parts considérées, aucune des deux solutions d'achat ou de rachat n'est intervenue, la transmission des parts est définitive.

b) Dissolution de communauté du vivant de l'associé :

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé doit être soumise au consentement de la majorité des Associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Le partage est notifié, par l'époux ou ex-époux le plus diligent, par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des Associés sans préjudice du droit pour la gérance de requérir du rédacteur de l'acte de liquidation de la communauté, un extrait dudit acte.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de TROIS Mois, à compter de cette notification, le consentement à l'attribution est réputé acquis.

Si la Société a consenti à l'attribution, le gérant en avise aussitôt l'époux ou l'ex-époux associé.

Si la Société ne consent pas à l'attribution, la gérance en avise aussitôt l'époux ou l'ex-époux non agréé. La décision n'est pas motivée.

La gérance avise, d'autre part, les associés par lettre recommandée avec avis de réception, de l'obligation qui leur est faite par la loi, d'acquiescer ou de faire acquiescer ou encore de faire racheter par la Société, les parts dont l'attribution était projetée en faveur de l'époux ou ex-époux considéré.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour ces achats ou ce rachat comme pour la fixation et le règlement du prix, il est procédé à l'égard de l'époux ou ex-époux non agréé, comme il est procédé en cas de cession à l'égard de l'associé cédant, ainsi qu'il est dit à l'Article 9 ci-dessus.

Si à l'expiration du délai de TROIS Mois ou du délai supplémentaire éventuellement accordé par justice, pour réaliser l'achat ou le rachat des parts considérées, aucune des deux solutions d'achat ou de rachat n'est intervenue, l'attribution desdites parts peut être réalisée conformément au partage qui avait été notifié à la Société, et ce, même si l'époux ou l'ex-époux qui avait la qualité d'associé, possédait les parts en cause depuis moins de DEUX ans.

Le délai de TROIS Mois, éventuellement prolongé par justice imparti pour la réalisation de ces achats ou de ce rachat, court du jour de la décision collective portant refus d'agrément.

24/11

Article 11 - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement des parts sociales dans les conditions prévues à l'Article 45, alinéas 1er & 2 de la loi du 24 Juillet 1966, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2.078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai, les parts en vue de réduire son capital.

La notification du nantissement sera faite à la Société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les co-propriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'eux pour les représenter auprès de la Société, à défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de faire désigner par justice, un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier exerce son droit de vote à l'Assemblée annuelle, le nu-propriétaire l'exerce pour toutes les autres décisions.

Article 13 - DROITS DES ASSOCIES

Chaque part sociale donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

Les Associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers que jusqu'à concurrence du montant nominal de leurs parts, à moins qu'il ne soit effectué des apports en nature à la Société auquel cas, les Associés sont solidairement responsables de la valeur donnée aux apports pendant CINQ ANS à compter de la constitution de la Société.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit, adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par les Associés.

Les représentants, conjoints et héritiers, ayants cause ou créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les papiers et valeurs de la Société ni en demander le partage ou la licitation.

Tout associé a droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La Société doit annexer à ce document, la liste des gérants et du Commissaire aux comptes en exercice et ne peut pour

MA

cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à celle fixée par l'article 32 du Décret du 23 Mars 1967.

Article 14 - DECES, INTERDICTION

FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La Société n'est point dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un Associé.

Article 15 - DESIGNATION & POUVOIRS

DU GERANT

La Société est administrée par un gérant unique personne physique associée ou non.

Monsieur Jean-Marie AUZOU est nommé gérant pour une durée non limitée.

Les gérants suivants seront nommés par une décision collective des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le gérant a seul la signature sociale donnée par les mots " pour la Société " A LA BRIOCHE CHAUDE ", le gérant, suivie de la signature du gérant.

Dans les rapports avec ses associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y être autorisé par une décision ordinaire des Associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur les fonds de commerce.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par tous les actes entrant dans l'objet social.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoir, spéciale et temporaire, à toute personne de son choix.

Il doit consacrer tout son temps et donner tous ses soins aux affaires sociales, sans pouvoir exercer aucun emploi ou fonction, dans une Société quelconque ou faire pour son compte personnel ou pour le compte d'une autre Société, aucune opération entrant dans l'objet social.

Article 16 - DUREE DES FONCTIONS DU GERANT

Les fonctions du gérant ont une durée fixée par la décision collective qui le nomme. A défaut, la durée n'est pas limitée. Elles cessent par son décès, son interdiction, sa déconfiture ou faillite, sa démission ou révocation.

CMH

Le gérant est toujours révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

En outre, le gérant est révocable par les Tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à des dommages intérêts.

Article 17 - DECES DU GERANT

En cas de décès du gérant, la collectivité des associés procède immédiatement à son remplacement.

Article 18 - REMUNERATION DU GERANT

Le gérant a droit à une rémunération de ses fonctions fixée par la collectivité des associés.

Il a droit en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 19 - RESPONSABILITE DU GERANT

Le gérant est responsable conformément aux règles du droit commun envers la Société et envers les tiers soit des infractions aux dispositions du chapitre III de la loi du 24 Juillet 1966, soit des violations des présents statuts, soit encore des fautes commises par lui dans sa gestion.

Il ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle, relativement aux engagements de la Société et n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Article 20 - INTERDICTION D'EMPRUNTER

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société ou de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 21 - CONVENTIONS AUXQUELLES LA

GERANCE OU UN ASSOCIE EST PERSONNELLEMENT INTERESSE

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes

Sy A

présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

Ce rapport contient :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation des Associés.
- le nom, des gérants ou associés intéressés.
- la nature et l'objet desdites conventions.
- les modalités essentielles de ces conventions avec toutes indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées.
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice, lorsque ces opérations ont eu lieu en vertu de conventions conclues au cours des exercices antérieurs.

L'Assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge par le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une Société, dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du Conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la Société à Responsabilité Limitée.

Article 22 - ASSEMBLEE ANNUELLE

Le rapport sur les opérations de l'exercice, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan établis par le gérant, sont soumis à l'approbation des associés réunis en Assemblée, dans le délai de SIX Mois, à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, ainsi que le texte des résolutions proposées et le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes sont adressés aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée. Pendant ce délai l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie. Toute délibération, prise en violation des dispositions du présent alinéa, peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'Assemblée.

L'associé peut en outre, et à toute époque, prendre connaissance des documents suivants : comptes d'exploitation générale, comptes de pertes et profits, bilans, inventaires, rapports soumis aux Assemblées et procès-verbaux de ces Assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, il a le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

J. H.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée par lettre recommandée, qui indique l'ordre du jour.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Article 23 - DECISIONS COLLECTIVES AUTRES QUE

L'ASSEMBLEE ANNUELLE

Les décisions collectives, autres que l'Assemblée annuelle prévue à l'article 22 ci-dessus, peuvent être prises par consultation écrite des associés.

Cependant, la réunion d'une assemblée sera obligatoire si elle est demandée par un ou plusieurs associés, représentant le quart en nombre et en capital, ou la moitié en capital.

En cas de convocation d'une Assemblée autre que l'Assemblée annuelle, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, celui du commissaire aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée.

En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'Assemblée, les mêmes documents sont tenus au siège social à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés disposent alors d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de trente jours à compter de la date de réception des projets de résolution, pour émettre leur vote par écrit. A défaut d'avoir fait connaître leur réponse dans le délai ci-dessus fixé, ils seront réputés avoir voté contre les résolutions proposées.

En outre, tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'Assemblée et de fixer l'ordre du jour. Ce mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

Article 24 - VOTE

Chaque associé a droit de participer aux décisions quel que soit le nombre de parts qu'il possède et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède sans limitation.

Signature

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé. Cependant, il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule Assemblée. Il vaut cependant pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Article 25 - QUORUM

Dans les Assemblées ou lors des consultations écrites, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société.

Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Toutefois, en aucun cas la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

Article 26 - PROCES-VERBAUX

Toute délibération de l'Assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de réunion, le nom, prénoms et qualités du Président, les nom et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'Assemblée un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont signés par les gérants et le cas échéant par le Président de séance. Ils sont établis sur un registre spécial tenu au siège social et coté et paraphé. Toutefois, ils peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiées conformes par le gérant et au cours de la liquidation de la Société par le liquidateur.

Article 27 - TRANSFORMATION

Les associés peuvent transformer la société en société d'un autre type reconnu par les lois en vigueur au moment de la transformation, et ce, sans création d'un être moral nouveau.

JMA

La transformation de la Société en Société en nom collectif en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en Société Anonyme ne peut être décidée qu'à la majorité requise pour la modification des statuts et si la Société a établi et fait approuver par les Associés le bilan de ces deux premiers exercices.

La décision est, en toutes hypothèses, précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la Société.

Article 28 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le PREMIER OCTOBRE et se termine le TRENTE SEPTEMBRE suivant. Par exception, le premier exercice social se terminera le 30 SEPTEMBRE 1978.

Article 29 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le gérant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le compte d'exploitation générale, le compte de profits et pertes et le bilan.

Il établit un rapport écrit sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Le compte d'exploitation générale, le compte des pertes et profits et le bilan sont établis à chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Toutefois en cas de proposition de modifications, l'Assemblée Générale au vu des comptes établis selon les méthodes tant anciennes que nouvelles et sur rapport du gérant se prononce sur les modifications proposées.

Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

La dépréciation de la valeur d'actif des immobilisations qu'elle soit causée par l'usure, le changement des techniques ou toute autre cause, doit être constatée par des amortissements, les moins values sur les autres éléments d'actif et les pertes et charges probables doivent faire l'objet de provisions.

Article 30 - AFFECTATION & REPARTITION

DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques

SMA

commerciaux et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé :

- 5 % pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint la somme égale au dixième du capital social.

- Et les sommes que les associés jugent convenables de reporter à nouveau pour être ajoutées aux bénéfices de l'exercice suivant, ou de porter à un ou plusieurs fonds de réserve généraux ou spéciaux non productifs d'intérêts dont ils déterminent l'affectation.

Le solde est réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai de NEUF Mois, à compter de la clôture de l'exercice sauf prolongation de ce délai par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête du gérant.

Article 31 - DEPOT DE FONDS PAR LES ASSOCIES

Chacun des associés peut du consentement des autres associés verser dans la caisse sociale, les fonds dont la Société a besoin.

Les conditions d'intérêt et de retrait de ces avances sont déterminées d'un commun accord entre les associés.

Article 32 - DISSOLUTION

En cas de pertes constatées dans les documents comptables si l'actif net de la Société devient inférieur au quart du capital social, les associés décident dans les QUATRE Mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, le capital doit être immédiatement réduit d'un montant égal à la perte constatée.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu de ce siège et inscrite au Registre du Commerce.

La dissolution anticipée de la Société peut aussi être prononcée d'un commun accord entre les associés, en dehors du cas de perte des trois quarts du capital social.

Article 33 - LIQUIDATION

En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause que ce soit, il sera procédé à sa liquidation, par les soins de ou des gérants, alors en fonction qui jouiront des pouvoirs les plus étendus, selon les lois et usages du commerce, pour réaliser l'actif mobilier et immobilier, éteindre le passif et régler tous comptes.



Le produit de la liquidation servira successivement à

- éteindre le passif et toutes les charges sociales, et
- à rembourser aux associés, le montant nominal non amorti de leurs parts sociales.

Le surplus sera réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées dans les mêmes proportions, sans qu'un associé puisse être tenu d'effectuer aucun versement au-delà de son apport en Société.

Article 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

**Statuts modifiés suivant décision de l'Assemblée
Générale Extraordinaire en date du 31 Mars 2003.**